



253 Travailleurs 253 Jours de conflit

Il y a eu 253 jours, le 3 octobre 2009, que nous, les 253 travailleuses et travailleurs du Journal de Montréal, avons été mis en lock-out par Quebecor.

Depuis le 24 janvier, nous avons intensément vécu chacune de ces sombres journées en nous demandant quand ce cauchemar allait prendre fin. On a beau avoir vu venir ce lock-out de longue date, notamment avec les 16 mois de conflit qu'ont vécus nos collègues du Journal de Québec, force est d'admettre qu'il est impossible de se préparer à ce genre d'épreuve. Depuis la fondation du Journal, en 1964, nous n'avions jamais pensé nous retrouver dans une telle situation.

Depuis 253 jours, nous ressentons le mépris des dirigeants d'un empire qui a été érigé grâce à notre travail et à l'attachement que nous avons toujours porté au Journal de Montréal.

Ce quotidien, il a toujours fait partie de nos vies. Nous y avons investi du temps, mais plus encore, notre cœur. Jour après jour, pendant que nous arpentons le trottoir, pancarte à la main, ou que nous produisons RueFrontenac.com, nous ne pouvons nous empêcher de jeter un oeil, la rage au cœur, sur cet édifice de l'autre côté de la rue. Pendant ce temps, les presses continuent de rouler comme si de rien n'était.

Pas que du noir

Au cours de ces 253 journées, nous avons vu des collègues et amis s'enfoncer un peu plus dans des problèmes de tous ordres. Vie familiale brisée, difficultés financières forçant plusieurs à vendre leur maison, détresse psychologique et quoi encore? Ce n'est pas encore assez pour nos dirigeants, inflexibles, qui souhaitent nous dominer davantage pour arriver à leurs fins.

Mais il n'y a pas que du noir. Le conflit que nous subissons nous a rapprochés davantage. Nous avons même eu le bonheur de voir des couples se former sur la ligne de piquetage. Après neuf mois de lock-out, certaines travailleuses ont vu leur famille s'agrandir. Hier, nous étions des individus regroupés par secteurs à l'intérieur de deux groupes d'employés: la rédaction et le personnel de bureau.

Aujourd'hui, nous sommes une grande famille solidaire. Nous nous soutenons devant les embûches et toutes les difficultés qui se dressent devant nous.

Notre nouvelle force, nous la puisons dans cette solidarité qui nous étreint.

Chaque jour de ce conflit en est encore un de trop.

Raynald Leblanc, Président du Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal (CSN)



«Pour la première fois de ma vie, je ne sais pas où je m'en vais, c'est un cul-de-sac. Tu ne veux pas haïr, mais tu haïs. L'employeur est d'une froideur, il n'a pas le cœur à la bonne place.»

Marjolaine Roy,
commis aux annonces classées

«Je suis déçu de la façon dont on est sortis de ce journal-là. Après 30, 40 ans, nos camarades partent déçus et amers. Ils ne méritaient pas ça. C'est triste.»

Monique Houle,
archiviste

«Je suis choquée. L'indifférence du patron me coupe les jambes, je ne pensais jamais qu'il serait aussi irrespectueux.»

Lise Thibault,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«La meilleure façon de tuer un homme, c'est de le priver de travailler. C'est la phrase qui me revient souvent depuis le début du lock-out. Il y a un lien avec le journal qui est brisé à jamais, ce ne sera plus comme avant. On veut couper mon

poste; il me restait 10 ans avant la retraite.»

Diane Dupont,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«On nous traite comme des moins que rien. Aucun travailleur ne mérite d'être traité de la sorte. Ça manque d'humanisme.»

Ginette Arseneault,
commis comptable

«Un lock-out ne change peut-être pas le monde, mais nous subissons une perte de salaire et d'avantages sociaux pour gagner davantage d'incertitude, de stress et d'angoisse.»

Lise Desbiens,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«Je ne serai plus jamais la même après ce conflit de travail. Il y a quelque chose en moi qui s'est éteint, quelque chose aussi qui me comble d'amour en la présence de camarades que je n'aurais jamais découverts autrement...»

Claudia Larochelle,
journaliste, arts et spectacles

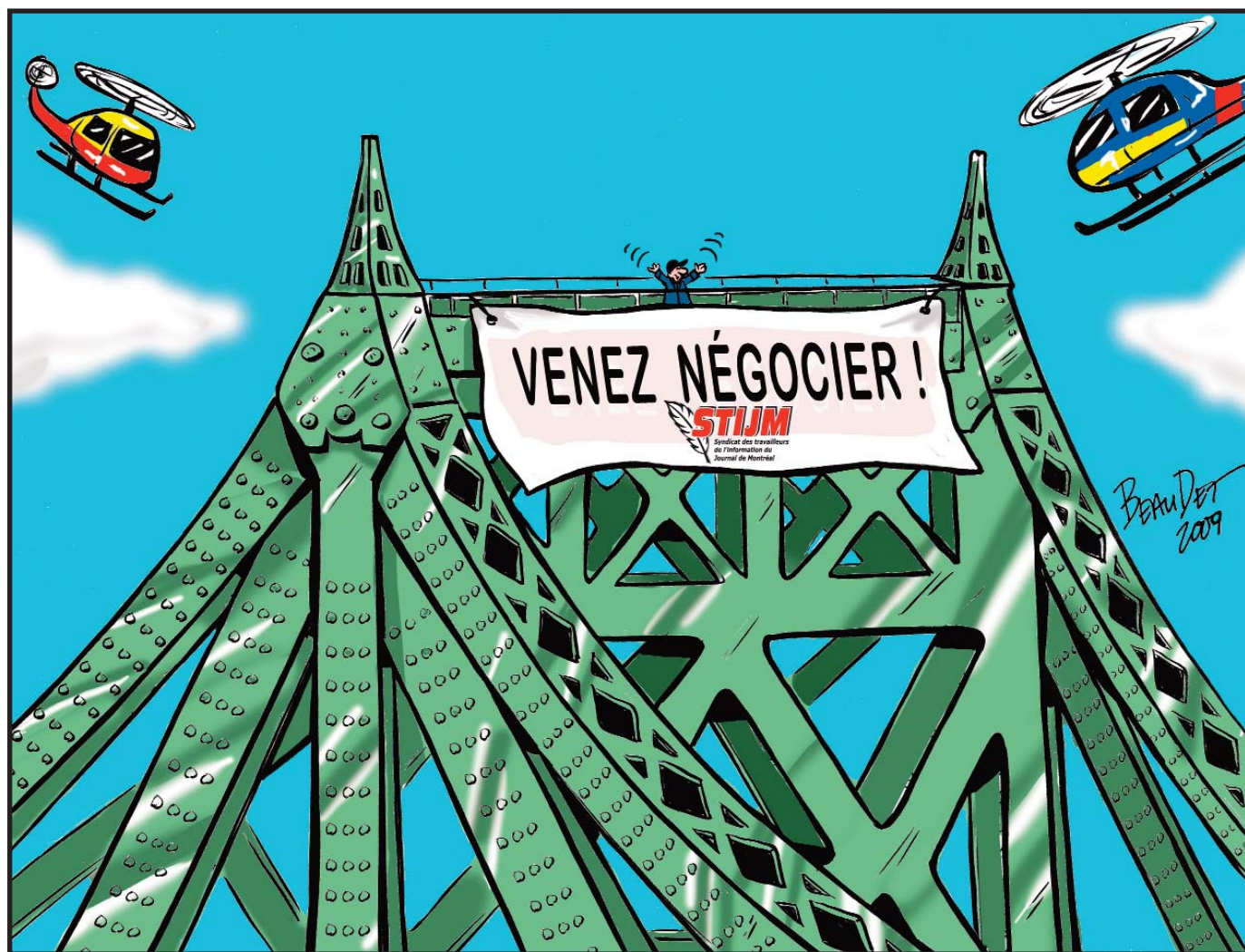
«Je suis tombée récemment sur une lettre de félicitations que m'avait envoyée M. PIERRE PÉLADEAU en 1987 pour 1M\$ de ventes en petites annonces. Il me signifiait à quel point le journal et même Quebecor étaient fiers de moi. Aujourd'hui, c'est tout le contraire, je me sens comme une vieille chaussette qui a fait son temps.»

Suzanne Roy,
annonces classées

«Un lock-out est une forme de trahison. Chaque personne réagit différemment à la trahison. Certains sont profondément blessés, d'autres, frustrés, d'autres encore sont anéantis ou se lèvent et disent qu'ils ne méritent pas cela.»

Christine Marchand,
archiviste

«Je suis très heureuse de collaborer à Rue Frontenac. Je n'ai plus l'impression de travailler pour un pamphlet de propagande de l'empire. Avant le lock-out, je corrigeais les textes de la section des Spectacles où le contrôle de l'information était très présent. Si ça ne change pas, je n'aurai plus le goût



de travailler pour ce journal-là. Jamais.»

Frédérique Tiéfray,
révisseuse

« Au début, ça me brisait d'être considérée comme étant « rien du tout ». Je me demandais pourquoi on avait fait table rase de tout ce nous sommes en lançant la première pierre avec une violence impitoyable. Aujourd'hui, huit mois plus tard, je me concentre sur l'essentiel. Je m'estime privilégiée de continuer de faire mon métier en toute liberté à RueFrontenac.com. »

Marie Tousignant,
révisseuse

« J'ai passé 33 ans au journal. Je ne pensais pas me retrouver sur le trottoir. J'ai mal aux genoux à force de marcher. Mais il faut continuer, sinon tu gèles. »

Sylvie Champigny,
téléphoniste-vendeuse aux
annonces classées

« Je suis mère monoparentale de deux enfants handicapés et j'ai du mal à joindre les deux bouts. C'est fou, l'impact qu'a M. Péladeau sur nos vies. Si je le croisais, il ne saurait même pas qui je suis. Pour lui, t'es rien. »

Nathalie Huard,
maquettiste

« J'avais une fierté, c'était le Journal. Après 30 ans, je ne peux pas croire qu'un patron puisse faire ça. L'argent lui sort par les oreilles, mais il lui en faut encore plus. C'est effrayant... »

Martine Comeau,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

« Je suis un fighter, je ne souhaite un lock-out à personne, mais moi, je le vis au jour le jour. Je trouve ça triste, c'est du talent perdu. »

Michel Boulanger,
commis aux transmissions

« Est-ce que quelqu'un sait ce qu'est le respect? La considération? Si oui, il faudrait l'expliquer à Pierre Karl Péladeau car lui, il ne le sait pas. Malgré toutes nos peines et douleurs, nous sommes plus forts et plus unis que jamais et nous tiendrons la minute de plus. »

Carole Lagacé,
adjointe, service de la comptabilité

« J'ai été plongé dans un coma artificiel le 24 janvier 2009 par Quebecor et la direction du Journal de Montréal. Un coma professionnel, personnel, psychologique et financier. Et comme dans



« Le mot qui me vient à l'esprit, c'est trahison. On me met dehors après 33 ans. Je ressens beaucoup d'amertume. »

Lise Chartrand,
commis au comptoir
aux petites annonces

tout coma, si un jour on en sort, on ne sait pas dans quel état, ni quelles en seront les séquelles. »

Fabrice de Pierrebourg,
journaliste

« Ça m'enlève le goût de travailler pour Quebecor. Ma grande crainte, c'est de devoir retourner au journal. »

Christiane Dupuis,
adjointe administrative

« Je savais que ce serait long. Je me bats pour des principes, pas pour du marchandage, et ça, c'est plus long. Couper les postes de façon sauvage de gens qui sont à 4-5 ans de la retraite, ça ne se fait pas! Je me bats aussi pour protéger la qualité et la crédibilité de l'information. »

Richard Bousquet,
chef de pupitre, Arts et spectacles

« J'ai passé malgré tout un bel été. La randonnée à vélo jusqu'à Chicoutimi a créé des liens avec mes collègues. Juste pour ça, merci PKP! Mais j'ai hâte de travailler, ça me manque. »

Joyce Zenga,
adjointe administrative à la publicité

« Je suis malade et le fait de ne plus avoir droit à l'assurance pour payer mes médicaments fait mal. Je suis mère monoparentale, je me cherche donc du travail. »

Diane Guillemette,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

« 253 jours sur le trottoir. Au début, j'étais en colère... là, je respire. L'air est

beaucoup plus sain dans mon nouvel environnement... »

Yvon Laprade,
journaliste à l'économie

« Je suis triste du peu de reconnaissance manifestée par l'employeur après les 30 ans que j'ai passés au service du Journal de Montréal. Je suis triste de ne plus côtoyer certaines personnes de la direction, avec lesquelles je ne partage plus le plaisir d'œuvrer au sein d'une entreprise qui a déjà avancé vers l'avenir en synergie avec tous ses employés. »

Ginette Arsenault,
commis aux comptes à payer

« J'ai juste hâte que l'employeur s'assoit et négocie de bonne foi. C'est dommage, une entreprise rentable qu'il jette à terre. Je trouve ça triste. »

Maryse Sabetta,
réceptionniste,
service à la clientèle, publicité

« Une triste perte de temps et d'argent. Les lecteurs du Journal de Montréal ne méritent pas ça. Mon seul désir: le patron et le syndicat à la même table le plus vite possible. »

André Rousseau,
chroniqueur aux sports

« Le conflit m'a donné des ailes. Avec Rue Frontenac, j'ai découvert la vraie signification de « liberté d'expression ». J'ai décidé de me battre avec mes mots. Pas pour moi. Pas pour garder ma job. Mais pour la profession. Pour le métier. Et pour les journalistes de demain, afin qu'ils puissent continuer de faire, comme il se doit, le plus beau métier du monde. »

Jessica Nadeau,
journaliste

« Mettre ses employés à la rue est sans doute la façon moderne de remercier ceux et celles qui ont bâti Le Journal de Montréal, qui en ont fait le numéro un des quotidiens français d'Amérique et une entreprise très rentable à l'origine de l'essor de Quebecor. Un lock-out tout à fait inutile... »

Michel Rousseau,
chef de pupitre

« Ma priorité, c'est de me garder de bonne humeur. Ici à Rue Frontenac, j'ai beaucoup de petites satisfactions. Le journal me prive d'un bon équipement de photo. On me prête une caméra amateur, et savez-vous quoi? Je fais une belle job quand même! »

Chantal Poirier,
photographe

«Le lock-out est à ajouter à mon C.V. pour la prise de conscience qu'il provoque. Je regrette que certains d'entre nous s'appauvrissent et s'endettent. Je trouve ça dommage.»

Pablo Durant,
photographe

«Ça va être dur de retourner. J'entends beaucoup de gens dire qu'ils n'ont plus envie de travailler pour un patron aussi ingrat. Moi, je leur dis: faites-le pour vous; faites-le pour les lecteurs.»

André Trahan,
statisticien aux sports

«On méritait de négocier quelque chose d'équitable qui n'a rien à voir avec ce que l'on veut nous imposer. C'est un manque de respect total envers ceux qui ont bâti cette entreprise.»

Louis Senay,
chef de pupitre aux sports

«Le patron veut nous voir à genoux. L'hiver s'en vient et le froid, c'est dur sur les os. C'est très frustrant.»

Isabelle Comeau,
téléphoniste-vendeuse aux annonces classées

«On a des petits-enfants, on ne peut même plus les gâter comme on veut. Notre salaire est amputé, il faut se priver.»

Sylvie Desbiens,
commis au comptoir,
annonces classées

«Quelque chose s'est brisé. J'ai perdu la fierté et la joie de travailler au Journal de Montréal.»

Carole Laurier,
commis à la comptabilité

«J'ai pris une distance face au journal. Ce deuil va rendre mon éventuel départ à la retraite moins difficile.»

Denise Renouf,
préposée à la téléphonie

«Je participe à Rue Frontenac, c'est stimulant, c'est l'avenir. Le patron ne nous croyait pas capables et on l'a fait!»

Nicole Chauvin,
graphiste à la publicité

«J'ai souvent la boule dans la gorge quand je viens piqueter. Je suis surnuméraire depuis 20 ans au journal. Je ne retourne plus là, c'est sûr. C'est rough sur le moral.»

Céline Roger,
commis de bureau

«On dit toujours que rien n'arrive pour rien. Je me demande à quoi aura servi ce conflit.»

Isabelle Gauthier,
chef de sous-secteur, archives



« Que peut-on dire d'une situation quand elle est insensée? »

Marc de Foy
journaliste aux sports

«Le lock-out, c'est 25% moins de salaire mais 75% plus de fun. Avec Rue Frontenac, j'ai un défi emballant, j'explore une technologie que je ne connaissais pas et dont le potentiel est énorme. Mieux, je suis libre de toute convergence.»

Pierre Vidricaire,
photographe

«Chaque mercredi, lors de nos rassemblements, je me dis: que de talents gaspillés!»

Réal Marchessault,
chef de pupitre

«Je ne peux pas concevoir qu'en 2009, on permette à un seul homme de contrôler comme ça l'information. Il a tous les pouvoirs, et le CRTC, le gouvernement, la justice ne font rien. Comme photographe de presse, je voulais dénoncer l'injustice, je me trouve à la subir.»

Pascal Rathé,
photographe

«Après 253 jours, c'est évident qu'on passe l'hiver. On s'est tenus jusqu'ici, on va continuer. On n'a pas le choix, on s'organise.»

Michel Sénécal,
infographiste

«Quand on me demande des nouvelles du Journal, je suis tannée de dire que ça ne négocie pas. J'étais fière de travailler au Journal de Montréal; maintenant... bof!»

Sophie Cloutier,
adjointe administrative

«Chaque année, je rapportais au journal à moi seule environ 800 000 \$ en ven-

dant des petites annonces. On est 30 filles dans le département. Pourquoi il nous jette sur le trottoir? Je suis encore sonnée. J'ai passé 32 ans au journal, j'ai commencé à 17 ans. J'ai perdu mon sentiment d'appartenance.»

Ginette Loyer,
téléphoniste-vendeuse
aux petites annonces

«C'est du mépris envers nous. Ils ont déménagé nos bureaux avant même d'avoir négocié. Ils veulent nous faire mal, ils jouent avec nos sentiments. C'est de la méchanceté.»

Micheline Falardeau,
commis à la comptabilité

«Le dernier jour avant le lock-out, j'ai été mise dehors comme une voleuse, sachant qu'on ne me laisserait plus revenir. Maintenant, c'est l'inconnu. Mon département risque d'y passer. Je n'ai rien fait pour mériter ça.»

Louise Archambault,
commis à la comptabilité

«À mon âge, marcher avec une pancarte, c'est humiliant. J'ai été engagée parce que j'étais compétente. Maintenant, on nous dit qu'on n'a plus besoin de nous, que nous sommes des bons à rien.»

Johanne Léonard,
adjointe à la publicité

«Je me sens prise au piège, c'est tough mais j'ai appris à ne pas me stresser. J'ai déjà fait une dépression et je ne me rendrai pas malade pour une situation que je ne peux changer.»

Manon Moranville,
commis de bureau à la comptabilité

«Mon poste est aboli. Pour moi, c'est la retraite forcée après 35 ans au journal... le tiers de ma vie. Je mène le combat pour les autres qui restent, mais je les plains. Moi, j'ai eu 30 belles années.»

Benoît Lussier,
commis aux transmissions

«Le fait d'être en lock-out m'a tué en dedans. Je suis devenu peureux et inquiet. On se retrouve à la rue comme des pas bons.»

Patrice Lussier,
graphiste à la publicité

«L'employeur veut aller trop vite et tout obtenir en une convention. Il aurait pu éviter le lock-out, mais il était pressé. J'ai juste hâte que ça fasse un an pour voir la lumière au bout du tunnel.»

Jacques Bourdon
photographe

«Les premiers mois de lock-out ont été les moments les plus difficiles de ma

vie. Maintenant, j'apprends à vivre sans le journal et je découvre qu'il y a autre chose. Ça me fait triper de collaborer à Rue Frontenac. C'est le média qui fait le plus jaser au Québec en ce moment.»

Marco Fortier,
chroniqueur politique

«Je ne m'attends pas à ce que ce soit réglé avant deux ans. L'employeur veut épuiser notre fonds de grève et nous voir rentrer à genoux. Mais moi, je garde le moral.»

Jocelyne Martineau,
téléphoniste-vendeuse
aux petites annonces

«Un lock-out, c'est sans-cœur et sans conscience. Se débarrasser comme ça de gens qui ont bâti le journal, c'est inconcevable. J'ai trois jeunes enfants. À leurs yeux, c'est épouvantable que je n'aie pas de job.»

Robert Renaud,
commis aux transmissions

«Marcher ne me dérange pas. Je n'ai pas perdu le contrôle de ma vie, j'étais préparée. Retourner au journal? On verra.»

Chantal Cadieux,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«Sur le plan financier, ça commence à être difficile. J'ai dû sortir mes REER. Je suis seule, sans conjoint. C'est désolant de finir comme ça après 33 ans au journal. Il faut se tenir et c'est ce qu'on fait!»

Monique Richard,
collecteur commercial
à la comptabilité

«L'argent en moins, ça paraît. Je suis triste, je fais mon deuil du Journal. Même quand on va y retourner, pour moi, c'est fini. Ce n'est pas comme ça que je voulais partir.»

Marie-Johanne Cloutier,
adjointe à la publicité

«On ne sait pas où va s'arrêter ce lock-out-là. Ça me dérange, c'est l'incertitude.»

Sylvie Audet,
réceptionniste

«J'aurais aimé terminer autrement après 29 ans, mais ça ne m'atteint pas. Mon moral est bon, je suis en santé, tout va bien.»

Lucie Fullum,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«253 longs jours à se faire la guerre et aucun espoir de trêve à l'horizon. En colère, tu dis? Bien au-delà: triste à l'infini.»

Dominique Lachance
journaliste

«En près de neuf mois de conflit, il n'y a pas eu une seule minute de négociation pour essayer de trouver un terrain d'entente. Comment peut-on s'en sortir si on ne se parle pas? Comme membre du comité de négociation, je représente ma gang et je trouve très difficile d'admettre mon impuissance...»

David Patry
journaliste, arts et spectacles

«Nous sommes effectivement privés de nos tribunes au Journal depuis trop longtemps, mais grâce à Rue Frontenac, on ne nous enlèvera jamais l'essentiel: vous, le PUBLIC, que nous aimons toujours informer avec constance, rigueur et passion.»

Mario Brisebois,
journaliste aux sports

«J'aimerais ne pas avoir de colère, mais j'en ai. Je suis au Journal depuis 29 ans et là, on tourne en rond.»

Élizabeth Camirand,
commis à la mise en page

«Je pense à l'hiver et aux -40 degrés qui s'en viennent, au vent dans la face et aux bottes qui brisent tellement elles sont gelées. Et je ne sais même pas si je vais retrouver mon emploi...»

Christiane Piette,
commis de bureau à la mise en page

«Ça prend beaucoup d'humour pour passer à travers ça. J'ai vécu le cancer et la mort de mon mari. Alors t'sé, moi, un lock-out...»

Nicole Gagné,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«Je ne reviens plus au journal, je prends ma retraite. Ce qui m'écoeure, c'est de partir dans le mépris après 35 ans. J'suis pas de la chnoute! J'ai la chance d'être vieille et de pouvoir partir. Pour une fois qu'être vieille est une bonne nouvelle.»

Chantal Cypihot,
commis à la facturation commerciale,
comptabilité

«Le lock-out, bof! C'est une préretraite. Je ne m'en fais pas plus qu'il ne faut. Mais ce n'est pas une belle fin de carrière.»

Réal Ranger,
acheteur



«Après 30 ans dans le métier, je ne pensais plus participer un jour au démarrage d'une nouvelle entreprise de presse, surtout fondée sur l'autogestion. Je suis d'autant plus fier de RueFrontenac.com que nous faisons la preuve que les travailleurs et travailleuses du Journal de Montréal, autant des bureaux que de la rédaction, sont des professionnels qui méritent le respect, et non le mépris.»

Michel Van de Walle,
journaliste et chroniqueur
en économie

«C'est comme si, après nous avoir utilisés, on nous jetait. J'ai tellement donné à ce journal-là. Je me sens trahie, je ne veux plus y retourner.»

Lise Bachand,
coordonnatrice à la promotion

«Je suis tannée du lock-out. C'est du niaiserie, une perte de temps.»

Sylvie Mayer,
archiviste

«Je me sens revivre, je constate qu'il y a une vie à l'extérieur du journal. Ça prenait un lock-out pour m'amener ailleurs, mais je ne sais pas où encore. Je suis prête à tout, je n'ai peur de rien. Au journal, c'était stagnant, je le constate maintenant.»

Linda L'Italien,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«J'ai l'impression de perdre du temps précieux de ma vie. Tu te poses des questions, tu te remets en question. Tu te demandes si tu devrais changer de domaine.»

Yves Hamelin,
infographiste

«Je trouve ça triste de finir ma carrière comme ça. Je ne retourne plus au journal et je suis soulagée.»

Louise Turgeon,
commis de bureau à la comptabilité

«Je n'ai plus le goût de travailler pour quelqu'un qui ne respecte pas ses employés. C'est un sauvage. On n'est pas du bétail! Tout ça pour qu'il puisse se mettre plus d'argent dans les poches...»

Luce Grégoire,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«Depuis le conflit, je me sens comme une itinérante, sans but, à tourner en rond avec une pancarte. Il y a des gens qui sortent du 4545, rue Frontenac avec un journal sous le bras, le sourire en coin et qui n'ont aucun respect pour les lock-outés et artisans du Journal de Montréal. Quelle frustration!»

Ginette Desjardins,
commis de bureau, comptabilité

«J'aimerais que le plus grand nombre de personnes possible dans la population soient informées et sensibilisées au lock-out que nous vivons. Avec leur appui, je voudrais réussir à convaincre la direction du Journal de négocier avec nous une convention collective dans les règles de l'art.»

Johanne Robichaud,
adjointe à la promotion
et aux communications

«Pour moi, le lock-out, c'est un employeur à bout d'arguments qui donne une gifle en pleine figure à de dévoués et loyaux employés. C'est aussi la réorganisation d'une vie en fonction de nouvelles contraintes. Malgré tout, je vois en RueFrontenac l'occasion de finalement exprimer mon talent avec une réelle liberté. Aussi bien en profiter!»

Philippe Renault,
journaliste, Arts et spectacles

«Depuis le début de ce conflit où PKP cherche à nous mettre à genoux, je pense souvent à Pierre Falardeau. Comme ce grand gueulard à l'âme sensible et à la générosité sans bornes, je jure de mener cette lutte jusqu'au bout, en me tenant debout!»

Martin Smith,
journaliste aux sports

«Ces employés jetés à la rue injustement n'ont jamais baissé les bras. Au contraire, les huit derniers mois ont solidifié les fondations d'une équipe de passionnés, capable de s'adapter aux nouvelles technologies. Capable aussi de réaliser, avec des moyens limités, ce qu'elle fait de mieux: informer les gens de façon claire et objective.»

Louis Butcher,
chef de pupitre

«Je suis papa d'une petite fille de 6 mois. Sa présence m'aide beaucoup à vivre cette épreuve que je n'ai pas désirée. Je garde espoir de pouvoir lui expliquer, un jour, à quel point son papa fait le plus beau métier du monde et combien il en est fier.»

Mathieu Bélanger,
correspondant parlementaire
à Ottawa

«On m'a arraché une grosse partie de

ma vie le 24 janvier dernier et je ne sais pas si on va me la redonner un jour.»

Sophie Gingras,
adjointe administrative

«C'est indécent pour un employeur de profiter du fait que la loi anti-scab adoptée en 1977 ne prévoyait aucune clause moderne, tel le transfert de textes et d'images par Internet. Une entreprise qui abuse ainsi de trous dans une loi n'est pas digne d'être un des plus gros employeurs du Québec. Honte à Quebecor!»

Benoît Pelosse,
photographe

«Lâchez pas!», nous disent plusieurs sympathisants? Comment voulez-vous qu'on fasse autrement. On n'a pas le choix. Le boss nous a sortis sur le trottoir et n'est pas du tout pressé de nous ramener au boulot, même si, durant des années, on s'est donnés corps et âme pour le succès de son entreprise.»

Agnès Gaudet,
journaliste, Arts et spectacles

«Après 253 jours sur le trottoir, moi, je trouve désolant de voir que les gens qui ont préparé ce lock-out sauvage et qui s'enrichissent sur le dos des 253 familles ne livrent même pas la marchandise! Tant d'hypocrisie me donne des haut-le-cœur! Je n'ai plus envie d'y retourner. Je préfère ma dignité et ma liberté, au lieu de vendre mon âme à l'empire! Vive RueFrontenac.com!»

Luc Laforce,
photographe

«Ça fait huit ans que je suis au Journal et grâce à ce conflit, j'ai découvert le plein potentiel de chacun et chacune. Après huit mois de conflit, il serait temps que Pierre Karl et son empire négocient. Il oublie peut-être que, derrière ce conflit, il y a 253 familles.»

Frédéric Gagné,
infographiste

«J'avais à cœur ce journal, cette qualité et ce nouveau souffle que nous voulions lui donner. Si vous pensez qu'à 39 ans, j'attendrai que la direction me donne des signes de vie dans deux ans... Moi, mes objectifs sont ailleurs. Traiter ses employés ainsi, nul ne peut aller de l'avant. Mes amis, ne restez pas dans l'indifférence et boycottez ce Journal en conflit!»

Martin Bouffard,
cameraman, photographe, monteur

«Les enjeux de la qualité de l'information et de l'indépendance journalistique



«C'était facile de régler avec nous sans faire un lock-out. Je n'accepte pas ce que l'employeur a fait. Ce qui fait le plus mal, c'est de voir des collègues en détresse. Certains ne sont pas capables de gérer ce qui arrive.»

Hélène Fontaine,
commis aux comptes
à recevoir,
comptabilité

m'apparaissent cruciaux dans ce conflit. J'ai entendu un jour un de mes collègues dire avec justesse sur la ligne de piquetage que l'issue de ce conflit décidera de la façon dont se pratiquera le journalisme au Québec pour les 20 prochaines années. D'où l'importance que nous en sortions gagnants.»

Claude Giguère,
journaliste

«Après 31 ans de service, se faire mettre à la porte de façon irrespectueuse par notre employeur... Je n'ai plus le sentiment d'appartenance ni aucun respect pour cet employeur.»

Élaine Toupin,
commis aux annonces classées.

«Deux cent cinquante-trois jours. Le froid. La pluie. La canicule. Les pancartes. L'attente. Le vide. La famille qui questionne. Les amis qui commentent. Les inconnus qui encouragent. Les convaincus qui boycottent.

Les indifférents qui ignorent. Difficile? Oui. Frustrant? Beaucoup. Invivable? Non. Pas avec deux cent cinquante-deux amis.»

François Foisy,
journaliste

«Je cite Umberto Eco: quand on doit parler en défense de la liberté de la presse, cela signifie que la société, et avec elle une grande partie de la presse, est déjà malade.»

Michel Larose,
journaliste

«Je marche, je marche, je marche, mais je n'avance pas. Assoyons-nous et négocions!!!!»

Sandra Lajoie,
commis de bureau, mise en page

«Force m'est de constater qu'en l'absence de ses professionnels de l'information, Le Journal de Montréal est devenu un produit de divertissement avant tout. La rigueur journalistique et photographique y fait cruellement défaut. Il faudra revoir l'appellation «média d'information» en ce qui concerne Le Journal de Montréal.»

Claude Rivest,
photographe

«Ce lock-out signifie pour moi une rupture brutale après 32 ans d'une vie commune avec le même employeur. C'est une vie professionnelle excitante et riche en événements agréables qui prend fin sur une amère trahison, une mise à la porte humiliante et un inappréhensible manque de respect de la part

d'une entreprise à laquelle j'ai été pour tant si fier d'appartenir.»

Renald Kéroack,
chef de pupitre et ex-directeur
de l'information sous Pierre Péladeau

«On ne change pas une équipe gagnante!»

Lise Gervais,
commis à la mise en page



«Au-delà du conflit, j'ai trouvé la vraie signification des mots solidarité, détermination et dignité. Je l'ai trouvée dans les yeux de 252 hommes et femmes.»

Raynald Leblanc,
photographe

«J'aime profondément Le Journal de Montréal. J'aime son audace, son effronterie, son humanité, son accessibilité, sa force de frappe, son absence de prétention, sa camaraderie, sa capacité à repousser les limites et même, parfois, sa maladresse. Mais je crains le jour où je ne serai plus capable de l'aimer. Et cette idée me terrifie.»

Jean-Philippe Pineault,
journaliste, éducation et jeunesse

««Lutte, espère et crois!» Où qu'on soit: au front, dans les coulisses ou sur le carreau. Pour qui le peut: prier aussi pour l'adversaire, rien de moins.»

Suzanne Archambault,
révisseuse

«Ce lock-out est si ridicule et incompréhensible que j'ai l'impression qu'on nous a mis en punition sans nous expliquer pourquoi.»

Maxime Demers,
journaliste à la section Spectacles

«Vivre le rejet et le mépris que l'on a après 32 années de loyaux services, c'est inacceptable! Comment vaincre la

compétition médiatique si, aux yeux de Pierre Karl Péladeau, nous, le Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal, sommes ses complices...»

Sylvain Langlois,
commis aux transmissions

«Le 23 janvier dernier, j'ai fermé la porte du Journal de Montréal avec un profond sentiment de trahison. Pendant 32 ans, j'ai aimé passionnément mon métier. Pour le faire, comme tous mes confrères, j'y mettais tout mon cœur et plus encore. Pour nous alors, le droit du public à une information juste était une règle fondamentale.»

Manon Guilbert,
journaliste

«253 jours pour réaliser que le lecteur ne lit pas les sports. Il est un ami personnel de Bertrand Raymond ou de Marc de Foy avec qui il partage son opinion et ses émotions. 253 jours pour vouloir créer, comme Pierre Péladeau un jour de 1964, un nouveau journal, plus prometteur parce que franc, droit et sain, à l'abri de toute convergence.»

Johanne Demers,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«La devise des dirigeants du Journal de Montréal: «Oui à la liberté de presse; non à celle de nos employés!» La devise de Quebecor: «Divide et impera». Ma devise à moi: «Le Journal de Montréal est mort, vive RueFrontenac!»

Daniel David,
chef de pupitre aux sports

«Je souhaite partager cette phrase du journaliste burkinabè Norbert Zongo qui, je crois, exprime de façon juste l'état de situation: La pire des choses, ce n'est pas la méchanceté des gens mauvais. Mais le silence des gens bien.»

Pascale Lévesque,
journaliste, Arts et spectacles

«C'est particulièrement éprouvant d'essayer de débattre avec un homme pour qui il est plus important de gagner que d'avoir raison.»

Jean-François Codère,
journaliste

«253 jours qui m'ont permis de côtoyer et de connaître les artisans qui travaillent à produire ce journal, à réaliser la qualité de leur travail, la diversité de leurs compétences, les espoirs qui les animent... 253 jours d'un combat accentué par l'insensibilité et l'absence d'intérêt d'un patron qui

«Au début du conflit, je me suis fait diagnostiquer une grave maladie au poumon, qui nécessitait une réaction vive et immédiate. Sans assurance collective à cause du conflit de travail, je ne pouvais me payer les scans dans une clinique privée, qui coûtent presque 3 000 \$ mais qui ont l'avantage de se faire tout de suite. Mon collègue François Leblond a envoyé un message aux 252 syndiqués en leur demandant le montant du prix d'une bière ou deux, histoire de remplacer les assurances du boss. En quelques jours, le STIJM me remettait un chèque qui payait les scans. C'est depuis ce jour que mon sentiment d'appartenance à la plus belle bande de fous que je connais vibre très fort en moi. À tel point que ç'a dissous le cancer annoncé.»



Alain Décarie,
photographe

trouve le moyen de justifier son geste par des arguments fondés sur des mensonges.»

Carole Bouchard,
graphiste à la publicité

«J'aimerais remercier sincèrement tous ceux et celles qui nous appuient depuis que PKP nous a mis en lock-out. À tous ceux et celles qui nous crient d'aller travailler quand ils nous croisent pendant notre piquetage, je voudrais leur rappeler que c'est ce que l'on veut depuis le 25 janvier. Nous prouvons tous les jours sur le site RueFrontenac.com que le travail ne nous fait pas peur.»

Léandre Drolet,
journaliste aux sports

«Comme l'ont si bien dit les Cowboys Fringants: c'est comme si t'avais pris une paire de cutters pis qu't'avais coupé le cordon de mon cœur.»

Philippe Meilleur,
journaliste

«J'ai accouché deux jours après le déclenchement du lock-out et en huit mois, ma fille a eu le temps d'apprendre à se tourner, à ramper et à marcher à quatre pattes. Mais notre patron, lui, n'a pas encore appris à négocier... Que de temps gaspillé!»

Mélanie Brisson,
journaliste

«Notre bataille dépasse largement nos intérêts personnels. Personne, à part l'employeur, ne profitera du fait qu'un journal produise une information contrôlée et à rabais. Ni les journalistes, ni

les lecteurs, ni la démocratie. J'ai le privilège de voir se tenir debout des travailleurs à qui on a voulu couper les jambes.»

Isabelle Maher,
journaliste

«On peut tenter de nous imposer des choses, nous mettre des bâtons dans les roues, nous empêcher de nous exprimer mais de grâce restons forts, restons debout, restons fiers.»

Eric D'Argenzio,
statisticien

«Lorsque j'ai eu la chance de me joindre à la section des Sports du Journal de Montréal, ç'a été un moment d'immense fierté pour moi. Quand on nous a jetés dehors, la gang s'est serré les coudes pour pouvoir continuer de faire ce qu'elle a toujours fait, informer et divertir les gens. Après 253 jours de lock-out, je suis encore plus fier qu'avant de pouvoir dire que j'appartiens à ce groupe-là.»

Pascal Filotto,
chef de pupitre, sports

«Huit mois de lock-out, c'est huit mois de hauts et de bas où la frustration, la déception et le pessimisme, le tout parfois aux détriments de tes proches, côtoient la solidarité, la fierté et l'optimisme.»

Louis M. Gagné,
journaliste

«Merci de me donner le COURAGE de me lever pour affronter les hauts et les bas de Dame Nature, la PATIENCE d'at-

tendre ce rendez-vous qui tarde à venir, la TOLÉRANCE d'entendre toutes ces insultes et surtout le PARDON que je dois avoir envers tous ces gens qui ne comprennent pas notre réalité.»

Nathalie Mailloux,
commis aux comptes à recevoir

«Avec une famille de quatre enfants à nourrir, un lock-out n'est pas évident à subir...»

Pierre Vanier,
statisticien

«Une société de moutons finit toujours par être gouvernée par les loups, dit-on. Il est pénible de constater à quel point c'est exact... et c'est encore plus difficile à prendre lorsqu'on est empêché depuis neuf mois de nuire, dans la mesure du possible, aux loups qui l'ont trop facile.»

Mathieu Boivin,
journaliste

«Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage.

-Jean de La Fontaine»

Guy Madore,
chef de pupitre

«Être statisticienne sportive au Journal de Montréal, c'était mon rêve de petite fille. Depuis 253 jours, depuis 6 072 heures, depuis 364 320 minutes, j'ose encore espérer que les rêves ne sont pas seulement faits pour les enfants...»

Annie Lachapelle,
statisticienne sportive

«Il n'asséchera pas nos plumes vives. RueFrontenac.com, notre étendard,

témoigne que les sbires ne gagneront pas contre les scribes. Il ne viendra pas à bout de notre extraordinaire unité, de notre formidable entraînement.»

Thérèse Béliveau,
révisrice

«Je ne peux pas dire que je suis bien sur tous les plans, mais grâce à ma famille, mes amis, de près ou de loin, qui sont derrière moi et qui m'aident à traverser ce conflit, je suis en mesure de rester le plus positif possible. Et, bien entendu, la force que nous avons entre nous, les lock-outés, et qui nous réunit comme une autre grande famille. Un grand merci à vous tous!»

Éric Bourgault,
commis aux transmissions

«Ma première journée de travail au Journal était le 11 septembre 1978; j'avais alors 17 ans. J'ai maintenant 48 ans. Depuis 1985, je suis responsable de l'informatique de toute la salle de rédaction. Aujourd'hui, j'offre mon expérience à RueFrontenac.com, pas seulement d'un point de vue informatique, mais aussi d'un point de vue humain.»

Jean Béland,
informaticien

«Je continue d'appuyer mon comité de négociation, auquel j'accorde d'ailleurs toute ma confiance pour mener à bien nos luttes. Avant qu'il ne soit trop tard, dénonçons l'envahisseur. Pourquoi y aurait-il une fin pour nous qui avons bâti alors que lui récolte sans cesse?»

France Laflamme,
maquettiste à la mise en page

«J'avais une véritable passion pour le Journal, c'était ma vie. Après 32 ans de respect pour cet employeur, je constate que ce n'est pas réciproque.»

Johanne Auclair,
adjointe aux petites annonces

«Arrivé si près du but comme sur-numéraire depuis un an et demi, j'ai l'impression qu'on m'a arraché mon rêve et qu'on a mis ma vie sur pause sans savoir quand le film recommencera et si je ferai encore partie de la distribution.»

Dave Lévesque,
journaliste aux sports

«La vie n'est pas un jardin de roses. C'est un combat perpétuel pour préserver nos droits.»

Pierre Durocher,
journaliste aux sports

«Après 36 ans à l'emploi du Journal de Montréal dans la section des sports, j'aurais voulu que ma carrière se ter-

mine sur une plus belle note. Malheureusement, le respect et la reconnaissance sont des mots, semble-t-il, qui n'existent pas dans le vocabulaire de notre patron, P.K. Péladeau.»

Gilles Vachet,
journaliste aux sports

«Après 33 ans de service et à seulement 50 ans, une seule question me hante: vers quoi me tourner? Ce conflit inutile a totalement bouleversé ma vie ainsi que celle de ma famille. Seul point positif: j'ai découvert tellement de gens merveilleux, des collègues que je saluais tout au plus qui sont devenus des amis pour la vie.»

Diane Desgroseilliers,
téléphoniste-vendeuse
aux petites annonces

«La raison me dit qu'il faudra bien retourner au Journal de Montréal un de ces jours. Le cœur m'affirme pourtant que je suis tellement plus heureux sur RueFrontenac.com. Il n'y a pas de réponse à ce dilemme, sinon celle de



**«Construire peut être le fruit
d'un travail long et acharné.
Détruire peut être l'œuvre
d'une seule journée»**

-Winston Churchill

**Recette pour construire :
négocier, dialoguer, faire
preuve d'ouverture et de
bonne foi. Recette pour
détruire : décréter un lock-
out.»**

Marie-Eve Fournier,
journaliste

citer Lamartine : laissez-nous savourer les rapides délices des plus beaux de nos jours.»

Jean-Guy Fugère,
chef de pupitre aux sports

«Le mépris n'aura qu'un temps. Tel était sans doute le souhait le plus sincère du cinéaste Arthur Lamothe quand il réalisa son documentaire sur les ouvriers de la construction en 1969. Après 253 jours du lock-out décrété par Pierre Karl Péladeau, il me semble, à mesure que passent les jours, que le mépris paraît sans fin.»

Pierre Baraby,
chef de pupitre

«Un lock-out, c'est l'explosion de bombes à fragmentation faites de mépris, une pénible attaque contre la dignité humaine. Des bombes qui ne cessent de sauter, peu importe le jour, la nuit, même à des moments où nous nous croyons à l'abri. Je suis persuadé que les blessures finiront par guérir parce que jamais cet employeur n'aura été capable de nous isoler.»

Guy Desrochers,
chef de pupitre

«Je me sens trahie. Dans mon département, tout allait bien avec les patrons, je vivais de belles choses. Alors, ça m'a bouleversée quand on s'est fait jeter dehors comme si l'on ne servait à rien, sans respect ni considération. En ce moment, je marche beaucoup et je me dis que c'est ça, mon travail. La solidarité avec les autres syndiqués me fait du bien.»

Suzanne Beauchamp,
commis aux comptes à recevoir,
à la comptabilité

«Le conflit démontre à quel point Le Journal de Montréal est essentiel dans l'information au Québec car la situation actuelle est très nuisible à la discussion publique. Il faudra que Pierre Karl Péladeau revisite sa philosophie industrielle concernant l'information.»

Yves Chartrand,
courrieriste parlementaire à Québec

«Je trouve ça indécent chaque fois que j'entends d'autres médias citer le Journal en lock-out comme si de rien n'était, alors qu'il n'y a pas un journaliste à l'intérieur. J'ai envie de leur dire: Nous sommes tous dans la rue, lisez donc Rue Frontenac!»

Suzanne Breton,
infographiste
à la section Arts et spectacles

«J'ai toujours donné mon 150% à mon employeur en 30 ans de service. Pour moi, le Journal était comme une deuxième famille. Donc, ce lock-out, je le vis comme si des êtres chers m'avaient laissé tomber. Je me sens trahie.»

Sylvie Bernard,
préposée aux comptes à recevoir,
à la comptabilité

«Pierre Karl Péladeau est un sans-cœur qui pense juste à se remplir les poches.»

Claudette Brossard,
commis aux comptes à payer,
à la comptabilité

«Pendant le lock-out, j'ai agrandi ma famille en donnant naissance à une petite fille, un rêve que je chérissais. Sur le plan personnel, je suis comblée. Mais professionnellement, à 34 ans, avec deux enfants, je ne sais pas ce qui m'attend.»

Maude Goyer,
chef de pupitre

«Pour utiliser une analogie propre au merveilleux monde du sport, être mis en lock-out, c'est un peu comme se faire échanger à une autre équipe pour un athlète professionnel. On se sent un peu rejeté, un peu coupable et certainement humilié, mais une fois ces émotions passées, on veut faire la preuve que le patron a fait une grosse erreur en nous jetant à la rue.»

Bernard Cyr,
chef de pupitre aux sports

«Encore une fois, le magnat abuse de son influence et écrase. La solidarité sera toujours la meilleure alliée du tout petit.»

Daniel Bossis,
infographiste

«Après huit mois de conflit, la colère a fait place à l'insécurité qui grandit chaque jour que je marche sur le trottoir... Ce n'est pas facile à vivre !»

Monique Paré,
commis à la comptabilité, surnuméraire

«Ça me brise le cœur de constater que Le Journal de Montréal puisse ainsi jeter à la rue, et pour aussi longtemps, ses employés qui ont contribué pendant de nombreuses années à construire et à rendre très florissant l'empire Quebecor. Nos vies en seront à jamais altérées.»

Élizabeth Lamoureux,
révisseuse

«J'étais fier de faire partie de ces artisans qui ont permis à M. Péladeau (père) de créer Quebecor. Je n'aurais jamais pu imaginer que notre travail servirait un jour à nourrir l'égo d'un «dictateur» qui ne respecte rien et qui s'amuse à ruiner la vie de ceux à qui il doit tout. Ça me révolte...»

Pierre Boisvert,
infographiste

«Un lock-out, c'est une grosse blessure. Les premiers jours, ma douleur était très vive. Les semaines et les mois ont passé, et j'ai fini par m'habituer à cette douleur. Mais c'est une blessure qui guérit mal. Elle vit toujours en moi, ce qui fait que je ne peux pas l'oublier. Non, je ne l'oublierai jamais, JAMAIS.»

Robert Amiot,
statisticien

«Le combat que mènent les lock-outés du Journal est beaucoup plus important que ne le croient les gens. Nous nous battons pour la survie du journalisme, contre la censure et l'imposition des idées. Les gens doivent comprendre que la liberté de presse est importante et vitale pour le Québec comme pour le reste du monde.»

Rogério Barbosa,
photographe

«Après 34 ans à travailler pour ce quotidien que j'avais tant à cœur, je ne peux croire qu'une personne intelligente puisse faire vivre tant de chagrin et d'émotions à 253 personnes, et tout ça pourquoi? Je ne comprends pas encore après 253 jours... J'ai vraiment hâte que sa cloche sonne!!!!»

Danielle, téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«Nous avons TOUS sans exception le logo du Journal de Montréal tatoué sur le cœur. Pas certain que les cadres qui obéissent au doigt et à l'œil durant le lock-out et qui ont pour la plupart beaucoup moins d'ancienneté que les syndiqués possèdent la même philosophie.»

Marc Lachapelle,
journaliste sportif

«Je suis prise en otage par un employeur face auquel je me sens complètement impuissante. Chaque semaine, je passe par des montagnes russes d'émotions, allant de l'euphorie au découragement total. Heureusement, je peux continuer de pratiquer le métier que j'aime sur RueFrontenac.com. Et ça, même Pierre Karl Péladeau ne peut m'en empêcher.»

Gabrielle Duchaine,
journaliste

«Certains matins, j'ai l'humeur dans les talons, tellement je suis tannée du lock-out. Puis, je me rappelle combien le travail de journaliste est stimulant et essentiel et que ça vaut la peine de se battre pour la cause. Du coup, je retrouve le sourire et le goût de continuer.»

Caroline Roy,
journaliste

«C'est beaucoup plus qu'une lutte pour des conditions de travail. Il s'agit d'une bataille pour la liberté de presse et le droit à l'information. Pierre Karl Péladeau est en train de tuer l'information au Québec. Nous sommes TOUS perdants à laisser aller la convergence. Pas seulement les 253 lock-outés. Les métiers de journaliste et de photjournaliste sont en péril avec Quebecor.»

Annik MH de Carufel,
photojournaliste

«...»

Chantal Léveillé,
chef de pupitre aux sports



«Le paysan veut être riche, le seigneur veut devenir roi, le monarque n'est pas satisfait tant qu'il ne gouverne pas sans partage.»

Cette phrase, traduite librement de la chanson Badlands, de Bruce Springsteen, dénonçait déjà les intentions des nouveaux barons du pouvoir, plus de 30 ans avant le conflit au Journal de Montréal. Ne vous demandez plus pourquoi nous sommes en lock-out.»

Philippe Rezzonico,
journaliste

«Désillusion...»

Jérôme Dussault,
chef de pupitre à l'information
générale

«Contrairement à ce que plusieurs personnes croient, un lock-out est bien différent d'une grève. Puisque c'est le patron qui a pris la décision de mettre ses employés à la rue, ces derniers n'ont aucune emprise sur la décision de retourner au travail ou non. Retourner travailler, c'est tout ce que nous demandons. Un vœu bien difficile à réaliser lorsque le patron refuse de s'asseoir à la table de négociation.»

Jonathan Bernier,
journaliste aux Sports

«Les vrais professionnels ont choisi de se battre pour que le métier qu'ils font conserve son importance dans la société. Ils se battent contre un homme qui se croit plus fort qu'eux. Ils se battent pour tous ceux qui ne le peuvent ou ne le veulent pas. Nous avons la tête haute et des mollets d'acier. Et nous avons les mots de notre côté.»

Valérie Dufour,
journaliste, RueFrontenac.com

«Comme photographe, j'ai toujours rêvé de couvrir des conflits. Jamais je ne pensais documenter mon quotidien.»

Olivier Jean,
photographe, RueFrontenac.com

«Parmi les demandes de l'employeur, il s'en trouve une qui me ferait rigoler, si elle ne risquait pas de me faire perdre mon emploi : l'abolition de six des huit postes de réviseur que comptait avant le conflit la salle de rédaction. Cette exigence farfelue, comme bien d'autres, donne à réfléchir. Parce que le bon sens nous force à nous y refuser, on nous a jetés à la rue. Et cela dure maintenant depuis plus de huit mois.»

Martin Labrosse,
réviseur surnuméraire

«Je tiens à remercier toutes les personnes avec qui j'ai des échanges super profonds et intéressants sur la ligne de piquetage. Ce conflit nous rapproche et nous permet de connaître des personnes merveilleuses... Ne lâchons pas, rien n'est permanent dans la vie. Le lock-out aussi va passer. Le meilleur est à venir.»

Jean-François Ouimet,
graphiste publicitaire surnuméraire

«Rien n'est plus violent qu'un lock-out en relations de travail. Quebecor en a

décrété 14 au cours des 14 dernières années. Que dire de plus?»

Martin Bisaillon,
journaliste, section Affaires

«Je ne peux pas croire qu'après huit mois de conflit, je suis encore sur le trottoir. J'ai donné 32 ans de ma vie à ce journal. Maintenant, je dois penser qu'un autre hiver est à nos portes. Mais heureusement, mon proverbe est Un jour à la fois et demain est un autre jour.»

Andrée Dion,
annonces classées

« Nous sommes le 6 octobre. Je viens de passer au travers de ma première semaine de piquetage après un long congé de maladie. Je suis encore un peu étourdie par le va-et-vient des collègues qui travaillent au local syndical. Étourdie aussi par les voitures qui roulent tout près de nous à toute vitesse. Elles frôlent l'îlot où l'on doit marcher, en plein milieu de la rue Frontenac.»

Aline Dupuis,
téléphoniste-vendeuse
aux annonces classées

«Avec l'argent que l'employeur consacre au lock-out et ce qu'il paie à ses avocats de chez Ogilvy Renault, il aurait pu régler bien facilement en rachetant des jobs et en restructurant son journal. Mais ça ne l'intéressait pas. La preuve, c'est qu'il n'a pas négocié. C'est dommage.»

Denis Tremblay,
chef de pupitre à la retraite
depuis le 15 juin dernier

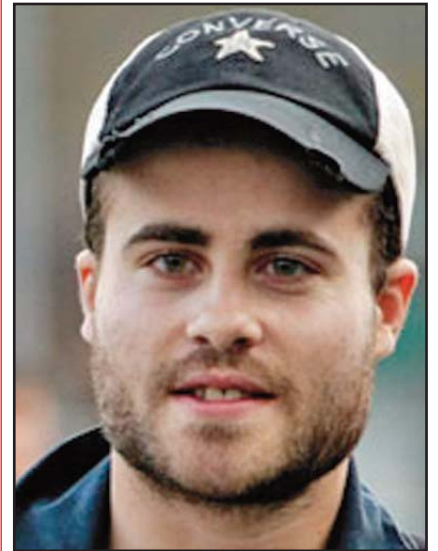
«J'espère que ce lock-out sensibilisera la population et les partis politiques à l'urgence de lancer une réflexion sur l'état des médias et les conditions dans lesquelles l'information est produite au Québec.»

Noée Murchison,
journaliste à la nouvelle générale

«Comment autant d'énergie malsaine peut-elle émaner d'un seul homme?»

Hugo-Sébastien Aubert,
photographe

«J'ai passé 27 ans de ma vie au Journal de Montréal. J'ai été embauché comme chef de pupitre en 1982. J'étais chef de secteur en janvier 2009. Depuis, c'est le lock-out. C'est le black-out. On ne traite pas des êtres humains de la sorte. On ne prive pas des êtres humains de leur dignité. Le mépris l'anéantit. Aujourd'hui, je me nourris du passé en espérant entrevoir l'avenir. Je pense à mes collègues, nos collègues qui sont



«C'est beaucoup plus dur que je ne l'aurais cru, sur les plans financier, moral et psychologique. Surtout quand on a tout donné comme journaliste, au détriment de notre vie familiale et parfois même de notre sécurité personnelle. Je me console en me disant que c'est pour le public que je travaille en premier lieu, pas pour Pierre Karl Péladeau ou pour un petit boss méprisant.»

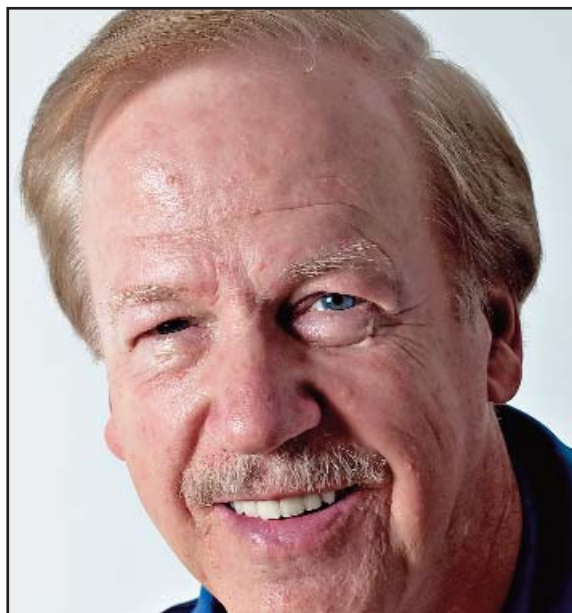
Vincent Larouche,
journaliste

disparus. Et je dis à mon patron: «Regardez, M. Péladeau, ils sont morts pour le Journal, ne tuez pas ceux qui vous restent.»

François Robert,
chef de secteur, Arts et spectacles

«Trente-cinq ans de travail au Journal de Montréal m'ont permis de constater à plusieurs reprises que si la volonté de règlement est présente, la solution finit toujours par s'imposer. La feuille de route du Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal (aucun conflit avant le 24 janvier 2009) est nettement plus éloquente à ce chapitre que celle de Quebecor Média sous le règne de Pierre Karl Péladeau. Monsieur Lock-out cherche continuelle

«S'il y a un élément qui n'a jamais fait défaut dans ce conflit qui s'éternise inutilement, c'est l'enthousiasme des gens qu'on a mis à la rue. On le constate assez facilement en parcourant les textes qui sont rédigés sur RueFrontenac.com. On le remarque tout autant durant nos assemblées générales. Franchement, l'aspect qui m'a le plus étonné depuis le début de ce conflit, c'est la détermination de ceux et celles qui en sont victimes. Les femmes surtout. Pourquoi les femmes? Parce que la majorité d'entre elles savent qu'on a l'intention d'abolir leur poste le jour où le grand patron de l'entreprise décidera que cette humiliation planifiée a assez duré. Elles sont là, dynamiques, jouées et ponctuelles sur la ligne de piquetage. Je les trouve inspirantes, elles qui ont tant à perdre. Comme nous tous, leurs bras meurtris portent toujours bien haut le flambeau.»



Bertrand Raymond,
journaliste et chroniqueur aux sports

ment l'affrontement. Cette fois, 253 artisans du STIJM en sont les innocentes victimes.»

Claude Labelle,
ex-chef de secteur économie
à la retraite

«Je suis entrée au Journal de Montréal le 15 juin 1995, date d'anniversaire du Journal (le 15 juin 1964). J'ai travaillé comme commis aux transmissions et téléphoniste/réceptionniste. J'ai toujours été à temps partiel mais bon sang que j'étais heureuse d'y travailler! Aujourd'hui, je suis malheureuse et à temps plein... dehors, sur le trottoir!»

Isabelle St-Denis,
commis aux transmissions

«Il était une fois... la mauvaise foi et le capitalisme sauvage qui décapitent le capital humain. Chez Sun Media, le soleil ne brille pas pour tout le monde.»

Conrad Laroche,
réviseur

«Je suis infiniment triste de constater qu'il existe encore des patrons comme le nôtre. Des patrons aveuglés par leur toute-puissance à un point tel qu'ils en perdent de vue que des gens ont travaillé fort, sué sang et eau pour bâtir l'empire qui a fait leur fortune et leur gloire. Un patron qui perd de vue que ces gens ont des familles et que, par sa faute, l'avenir d'enfants est dorénavant hypothéqué alors qu'il a l'audace de hausser son propre salaire.»

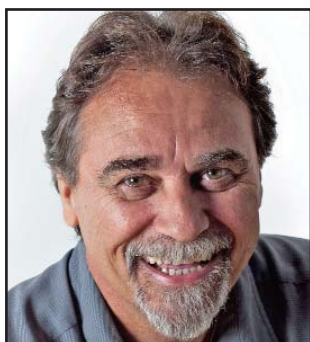
David Santerre,
journaliste aux affaires judiciaires

«Ce conflit concerne tous les Québécois. Tous les démocrates d'abord qui ne veulent pas qu'un Big Brother tripote l'information au seul bénéfice de ses intérêts commerciaux et politiques. Tous les travailleurs ensuite qui ne veulent pas qu'on laisse des cyber-scabs venir voler et détruire des emplois de qualité.»

Laurent Soumis,
journaliste

«D'habitude, je m'exprime par la caricature, mais ce que j'ai à dire aujourd'hui ne se dessine pas. Depuis le début du lock-out en janvier 2009, non seulement m'a-t-on enlevé mon emploi, mais encore j'ai perdu la santé. Une maladie chronique douloureuse, la colite ulcéreuse, latente depuis plus de 10 ans, est réapparue comme par hasard. Cette maladie est due au stress, à l'anxiété et à l'insécurité de la situation dans laquelle je vis depuis neuf mois. Merci beaucoup... Aucun anti-douleur prescrit par un médecin ne sera assez puissant pour soulager toute la douleur que m'occasionne le conflit à MON journal de Montréal. Comme caricaturiste, ma tâche première est de faire rire. Mais depuis le 24 janvier 2009, j'ai perdu le goût de rire.»

Marc Beaudet,
caricaturiste



«Je suis en colère. Aucune négociation en près de neuf mois. C'est scandaleux. J'accuse le gouvernement Charest de laxisme éhonté et de filiosité chronique. J'accuse d'individualisme mesquin et d'irresponsabilité civique tous les journalistes et chroniqueurs de remplacement qui alimentent la machine pendant que les vrais artisans tentent de négocier leurs conditions de travail de bonne foi. J'ose croire que ces collaborateurs immoraux dorment mal. Encore faut-il qu'ils aient un cœur et une conscience.»

Mario Leclerc, chef de pupitre